

Crise anglophone

Les réponses de Biya aux inquiétudes des Etats-Unis



- Dans son serment devant le peuple, le 6 novembre, le chef de l'État, à la suite de nombreuses mesures de détente déjà mises en œuvre, a réitéré sa volonté de résoudre au plus vite la crise dans les régions anglophones.
- De quoi apaiser les inquiétudes soulevées par le Département d'État américain.



P.3

Prestation de serment

Les Bamboutos festoient le chef de l'État

Le département a connu des moments de grande allégresse, mardi, pour célébrer l'inauguration du nouveau septennat de leur champion. P. 4

Appui à la jeunesse

Le programme "3 millions de bénéfice + une ferme" lancé P.4

Hépatite B

Le personnel médical camerounais menacé Pp.5-7



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
 ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaire, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm

VIOLENCE DANS LE NORD-OUEST ET LE SUD-OUEST

La réponse de Paul Biya aux préoccupations des États-Unis

Dans son serment devant le peuple, le 6 novembre, le chef de l'État, à la suite de nombreuses mesures d'apaisement déjà mises en œuvre, a réitéré sa volonté de résoudre au plus vite la crise dans les régions anglophones. De quoi apaiser les inquiétudes soulevées par le Département d'État américain.

Cédric Mbida

Dans une déclaration de presse rendue publique le 6 novembre, quelques temps seulement avant la prestation de serment du chef de l'État élu le 7 octobre, le porte-parole du Département d'État américain, Heather Nauert, a fait part des préoccupations des États-Unis face à la crise sécuritaire dans les régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Washington exprimait ainsi son inquiétude face à la recrudescence de la violence, dans un contexte d'activisme sécessionniste exacerbé.

Les États-Unis affichent également leurs inquiétudes quant à la situation dans les métropoles économique et politique du pays, Douala et Yaoundé, qu'ils voient sous l'emprise de querelles partisans sur fond d'intolérance, voire d'intégrisme. «Nous demandons qu'il soit immédiatement mis fin aux attaques aveugles dirigées contre les civils et aux incendies de maisons par les forces gouvernementales camerounaises, ainsi qu'aux attaques perpétrées par les séparatistes anglophones contre les forces de sécurité et les civils. L'intimidation systématique fondée sur l'appartenance ethnique et religieuse, notamment à Yaoundé et à Douala, doit cesser», souligne Heather Nauert.

Le département d'État américain appelle au dialogue pour sortir de cette crise qui divise le Cameroun depuis deux années. À la mémoire du missionnaire américain Charles Wesco et de tous ceux qui ont perdu la vie dans la crise anglophone, ils exhortent aussi toutes les parties à mettre fin à la violence et à entamer un dialogue de réconciliation généralisé, sans conditions préalables.

Peu avant cette déclaration, la question de l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avait été abondamment abordée par le président de la République, dans son discours de prestation de serment. Dans la première partie de son propos, en évoquant l'état de la nation, Paul Biya a mis l'emphase sur la situation qui prévaut dans



Heather Nauert et Peter Henry Barlerin, respectivement porte-parole du département d'État américain et ambassadeur des États-Unis au Cameroun

cette partie du Cameroun : «Dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le gouvernement a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens.»

Pour le président réélu, il va sans dire que l'objectif des sécessionnistes porte atteinte à la Constitution, laquelle consacre le caractère «indivisible» de la République. «En revanche, a rappelé Paul Biya, le désir maintes fois exprimé, de nos populations d'être mieux associées à la gestion de leurs affaires locales, nous a conduits à prendre des mesures nécessaires pour accélérer le

processus de décentralisation.»

Cessez-le-feu. Dans la partie de serment dédiée au discours de politique générale pour le septennat qui démarre, il a ainsi annoncé un train de mesures visant à résoudre la crise dite anglophone : «Je me suis attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie.» Voilà qui devrait être clair, à supposer que

tous les acteurs de la crise anglophone parlent de la même chose.

À ceux qui en douteraient encore, Paul Biya a précisé que des actions seront prises pour régler nombre de problèmes à l'origine des frustrations et des insatisfactions qui se sont manifestées ces derniers temps dans cette partie du pays. «Nous espérons que cela permettra de rétablir le calme indispensable au retour à des activités économiques et sociales normales», a-t-il déclaré, mettant par ailleurs en avant son intime conviction que l'écrasante majorité de ses compatriotes des deux régions concernées aspirent à retrouver rapidement la paix au sein de la communauté nationale.

Dès le lendemain de l'inauguration du nouveau mandat présidentiel, les forces de défense et de sécurité de la République ont apporté une autre réponse concrète à l'insécurité rampante dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Elles ont libéré, sans effusion de sang, les 79 élèves de la Presbyterian School de Bamenda, pris en otage en début de semaine par de présumés sécessionnistes. Aux entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal l'unité nationale et prônent la sécession, le chef de l'État avait déjà, la veille, averti qu'«ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité». En bon père de famille, il leur a toutefois lancé un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. Dans le même temps, il en a appelé tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissés entraîner dans une aventure sans lendemain, estimant qu'il ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin des compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de la République. Fort du soutien du peuple camerounais tout entier et persuadé qu'il existe une issue honorable, dans l'intérêt de tous, il a promis qu'il ferait en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont il est le garant.»

Actes concrets contre desseins morbides

Il convient de saluer la promptitude avec laquelle le gouvernement a réagi à ce qui, au début, semblait relever de revendications corporatistes et d'avocats et d'enseignants d'expression anglaise. Lesquelles récriminations ont fini par mettre au grand jour l'existence d'un agenda caché, visant à la partition du Cameroun.

En effet, sous l'impulsion du chef de l'État, un comité interministériel avait été mis sur pied en vue de proposer des solutions rapides et pérennes aux revendications des avocats des ressorts des cours d'appel du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces solutions ont, entre autres, porté sur la traduction en anglais de l'Acte uniforme de l'Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), le recrutement spécial d'auditeurs de justice et élèves greffiers d'expression anglaise à l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam) au cours des exercices 2017 à 2020, la création d'une chambre de la Common Law à la Cour suprême. Il s'agit aussi de l'avènement d'une section de la Common Law à l'Enam, de la mise en place d'une faculté des sciences juridiques et politiques à l'université de Buea, de la création d'un département de English Law dans les universités de Douala, Ngaoundéré, Dschang et Maroua, de l'avènement d'un Institut d'études judiciaires pour la formation des avocats, notaires et huissiers de justice ainsi



que du redéploiement des magistrats en tenant compte des critères linguistiques. Par ailleurs, le gouvernement a procédé à l'affectation d'enseignants originaires des zones en crise dans leurs communautés culturelles. Il a rendu effective la représentation des Anglophones aux postes d'enseignants et de personnels d'appui des universités d'État. Dans la foulée, chef de l'État a décidé du déblocage d'une enveloppe de 2 milliards de francs au titre de la subvention aux établissements scolaires

privés laïcs et confessionnels, de même qu'une autorisation a été donnée pour le recrutement spécial de 1000 jeunes enseignants camerounais bilingues, diplômés de l'enseignement supérieur, en particulier dans les matières scientifiques et techniques. Last but not the least, Paul Biya a décidé de la création, par décret signé le 23 janvier 2017, de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm), en vue compléter le dispositif étatique visant à faire

de tous les Camerounais des hommes et femmes bilingues et habités par la volonté de vivre ensemble. Le 30 août de la même année, il ordonnait l'arrêt des poursuites contre 54 personnes, poursuivies devant le Tribunal militaire de Yaoundé pour des motifs de violences survenues dans les deux régions anglophones.

Ainsi qu'on peut le constater, le gouvernement de la République est allé au-delà des revendications officiellement au départ de la crise anglophone. Quant aux sécessionnistes, les faits montrent et démontrent, à suffire, leur détermination et leurs desseins morbides vis-à-vis des institutions de la République, en particulier, et de l'État du Cameroun, d'une manière générale. De quoi donner du grain à moudre au Département d'État américain. Et pourquoi pas à l'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, Peter Henry Barlerin. Que nombre d'observateurs semblent accuser de biaiser la réalité. Amenant parfois le gouvernement américain à mal apprécier la situation. Encore que, autant les États-Unis, ami du Cameroun, sont préoccupés par la crise anglophone, autant le Cameroun tout entier en souffre, sur tous les plans, depuis plus de deux ans déjà. Et qui a hâte de retrouver la paix sur l'ensemble de son territoire, pour son développement.

PRESTATION DE SERMENT

Mbouda festoie pour Paul Biya

Les Bamboutos ont connu des moments de grande allégresse, mardi, pour célébrer l'inauguration du nouveau septennat du chef de l'État.

Cédric Mbida

Comme partout dans le département, Mbouda, chef-lieu des Bamboutos, a connu des moments de grande euphorie, mardi après-midi. Aussitôt achevée la cérémonie de prestation de serment de Paul Biya devant le Parlement, les populations ont pris d'assaut les lieux habituels de réjouissances pour saluer ce moment fort de la vie de la République, dont ils sont parmi les meilleurs artisans. Ici et là, l'atmosphère était à l'autosatisfaction. Et les agapes, au nom du chef de l'État reconduit, se sont poursuivies jusque tard dans la nuit et pas seulement à Mbouda, mais aussi dans d'autres localités du département à l'instar de Bangang, Batcham et consort. Fait notable, ailleurs dans le pays, les fils et filles des Bamboutos ont célébré, comme il se doit, l'avènement du septennat des « grandes opportunités ».

Il convient de souligner que les électeurs des Bamboutos auront, à l'occasion de la dernière consultation pour la magistrature suprême, fait montre d'exemplarité. Mieux, les populations du département sont un modèle de fidélité au président-candidat, mais aussi de civisme républicain. Leur département se trouve en effet parmi les meilleurs, dans la région de l'Ouest, en termes de suffrages exprimés en faveur de Paul Biya : avec un taux de participation global de 72,02%, ils



étaient 61,75% à porter leur choix sur lui. Pour comprendre ce succès retentissant, dans un environnement sociopolitique concurrentiel et particulièrement difficile, la section départementale du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, au pouvoir), sous la houlette du président de sa commission de

coordination Emmanuel Nganou Djoumessi, a mis au point une stratégie qui s'est avérée gagnante. Ici en effet, il a été mis au point le concept de « compagnon électoral ». Ladite notion consiste, pour chaque responsable de bureau d'organe de base du Rdpc, à coopter au moins un nouveau militant, dont il ou elle

assure l'inscription sur les listes électorales, et l'encadre jusqu'au jour du vote, d'occuper le terrain de façon constante. Afin de s'assurer d'être au moment niveau d'engagement politique, l'ex-ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire avait également multiplié et resserré la fréquence des rencontres avec les organes de base ainsi que les groupes organisés des 16 groupements que compte la circonscription. À l'occasion de ces rendez-vous dynamiques, chacun avait la latitude de s'exprimer sur les questions d'ordre politique et socioéconomique touchant la collectivité. Les besoins étaient ensuite recensés et des solutions envisagées.

Un ingénieux maillage territorial, sans doute jamais imaginé sous nos cieux. Un modèle de chaîne et de veille militante aussi, qu'on gagnerait sans doute à breveter, à dupliquer à travers le Cameroun et qui vaut, aujourd'hui au « parti de la flamme », le respect de ses adversaires dans les Bamboutos. Ainsi lancée, la machine du Rdpc dans ce bastion ne devrait connaître aucun mal à rééditer les l'exploit de la présidentielle aux prochaines législatives et municipales. Et, agissant des législatives et municipales, le département y pensent déjà, question de donner à Paul Biya, une large majorité à l'Assemblée et dans les communes.

APPUI À LA JEUNESSE

Le programme «3 millions de bénéfice + une ferme» lancé

En vue d'une visibilité complète, l'initiative de l'Agence numérique pour l'accompagnement des projets des jeunes a été présentée, hier à Yaoundé, par son porteur, Steve Bessengue Abengmoni.

Henri Bomba

« Au service de notre aspiration pour l'émergence à l'horizon 2035, je pense également qu'il appartient au secteur privé d'investir partout où il existe des opportunités. Je lance donc un appel en direction de nos créateurs de richesses pour qu'ils prennent toute leur part afin de stimuler la croissance de notre économie. » Cette invite est un extrait de l'adresse à la nation du chef de l'État, Paul Biya, le 31 décembre 2016. L'un de ceux qui l'ont compris et qui entendent le mettre en œuvre est le président directeur général de l'Agence numérique pour l'accompagnement des projets des jeunes (Anaproj), Steve Bessengue Abengmoni. L'initiateur a lancé, jeudi 8 novembre, le programme baptisé «3 millions de bénéfice + une ferme» offert dans la filière porcine. Le programme piloté par l'Anaproj, indique les organisateurs, s'inscrit dans le souci d'accompagner les jeunes dans le développement personnel. «Les jeunes doivent eux-mêmes être conscients du fait que ce Cameroun leur appartient et que le développement de ce Cameroun doit se faire avec les jeunes», rappelle l'honorable Georgette Menana, député de la nation, invitée et soutien du programme. À l'Agence numérique pour l'accompagnement des projets des jeunes, l'on explique que le projet est



destiné à toute la jeunesse camerounaise. Le bénéfice du programme obéit néanmoins, apprend-on, à l'accomplissement de deux formalités. En plus de payer 18 000 Fcfa représentant les frais d'inscription au fichier numérique de l'Agence, il faut encore remplir le cahier de charges du programme, formalité qui s'accomplit au service des projets, des bourses et de la

communication, porte 201 de la direction générale de l'Anaproj sise au quartier dit Éleveur à Yaoundé.

Rentabilité. L'adhésion, mieux la participation au programme procure à la fois un avantage de rentabilité et un intérêt hygiéno-diététique, renseigne l'initiateur. Concernant l'avantage de rentabilité, il est «question de créer des

emplois en autonomisant les sans-emplois, permettre à ceux qui travaillent d'arrondir les fins de mois en ayant une activité génératrice de revenus et compatible à leur emploi de temps, assurer la sécurité alimentaire et transformer l'économie agropastorale en produisant en masse exportable ce que nous consommons usuellement, faire du Cameroun le grand bassin de production dans la filière porcine. S'agissant de l'intérêt hygiéno-diététique, l'objectif du programme est de produire une viande de porc saine et pauvre en matière grasse. Le programme «3 millions de bénéfice + une ferme» lancé par l'Agence numérique pour l'accompagnement des projets des jeunes, il faut le souligner, rentre en droite ligne des aspirations du chef de l'État qui, à travers ses discours, a toujours tracé la voie de l'autonomisation.

Dans son discours d'investiture le 6 novembre, Paul Biya est revenu sur l'aspiration de la jeunesse à participer aux décisions relatives à la conduite des affaires de l'État. Cette participation passe donc également par la contribution à l'économie du pays que le président voudrait encore densifiée et inclusive. Appel est ainsi lancé à la jeunesse responsable.

HÉPATITE B AU CAMEROUN

Le personnel médical menacé

L'hépatite B est une infection virale qui s'attaque au foie. Au Cameroun, d'après l'enquête Camphia (Cameroon population-based HIV impact assessment) de juillet 2018, la maladie touche 9,2% de la population générale et les travailleurs de la santé sont aussi touchés que des personnes appartenant aux groupes vulnérables (prostituées, droguées). Réagissant à la suite de la publication de l'étude du National center for biotechnology information (Ncbi) qui révèle un taux de prévalence de

l'hépatite B de l'ordre de 8,7% chez le personnel de santé, Marc Bulterys, chef du programme hépatite à l'Organisation mondiale de la santé (Oms), demande au gouvernement d'agir rapidement. «Il est extrêmement important que les travailleurs de la santé ne soient pas stigmatisés par l'infection à l'hépatite B», peut-on lire dans son message du 30 octobre. Au regard de la gravité de la situation et se joignant à l'appel de Marc Bulterys, votre quotidien jette un regard

panoramique sur la prévalence de l'hépatite virale B au Cameroun. Malgré sa non-reconnaissance par la médecine moderne, l'évolution ainsi que les découvertes remarquables dans la médecine traditionnelle, ce secteur promet des lendemains meilleurs aux personnes atteintes d'hépatite B, et constitue de ce fait, un point important du dossier de ce jour. Entre les discours et la réalité, quel est le regard de la société envers les personnes atteintes de cette maladie ?



Les travailleurs de santé exposés

Une étude réalisée à l'échelle nationale révèle un taux de prévalence de 8,7% chez ces derniers.

Annette Mindjié
(stagiaire)

L'hépatite B est classée parmi les maladies virales les plus répandues au Cameroun. Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), le pays fait partie des 17 les plus touchés dans le monde, avec environ 10 mille victimes chaque année. Le taux de prévalence dans la population en général est de 9,2% d'après l'enquête Camphia (Cameroon population-based HIV impact assessment) de juillet 2018. Les pourcentages varient cependant selon les couches sociales, les régions et les corps de métiers. Dans le secteur de la santé, une étude publiée en octobre par le National center for biotechnology information (Ncbi) des États-Unis fait état d'un taux de prévalence de l'hépatite B de l'ordre de 8,7% parmi les travailleurs de la santé au Cameroun. L'étude en question a été menée pour la première fois à l'échelle nationale par Médecins sans frontières (Msf) et Epicentre, une association créée en 1986 pour conduire des projets de recherche et dispenser des formations en appui au travail de Msf. Pour le chercheur Yap Boum, et enseignant à la faculté de médecine de l'université de Yaoundé I, ce taux de prévalence est très élevé surtout pour une population qui devrait être



d'avantage protégée que la population générale. D'après lui, «l'hépatite B est considérée «hyper endémique» à un taux de 8%, or les résultats de 8,7% dépassent ce seuil ; ce qui démontre l'urgence de la situation. Dans le détail, l'étude révèle que les travailleurs de santé de la province de l'Extrême-Nord sont plus infectés (un travailleur sur quatre) que leurs collègues d'ailleurs et la prévalence est aussi variable parmi eux, tout comme

l'on apprend que les hommes sont plus infectés que les femmes.

Proximité. Quant à l'hétérogénéité de la prévalence parmi la population cible de l'étude, elle est fonction du degré de proximité des travailleurs avec les patients. Par exemple «les brancardiers et les agents d'entretien qui manipulent le matériel des patients ont une prévalence plus élevée que les médecins qui ont moins de proximité avec les objets souillés

des patients.», précise l'étude. L'Oms dit ne pas être surprise par les résultats de ce taux de prévalence «extrêmement alarmant», pour la simple raison qu'il n'est pas loin du taux de 9,2% qui prévaut au sein de la population générale, tel que révélé par l'étude Camphia. De son côté, Fogue Fouguito, chercheur et directeur exécutif de l'Ong Positive Generation, estime que les résultats de cette étude révèlent l'urgence d'interroger les mesures de protection du personnel de santé ainsi que la nécessité pour ce dernier de se protéger des maladies infectieuses qu'il doit traiter au quotidien. En se basant sur l'étude de Msf et Epicentre, l'on donnerait raison à ce chercheur parce qu'en effet, elle montre que seulement 23% des travailleurs de santé interrogés avaient reçu au moins une dose du vaccin contre l'hépatite B. C'est pourquoi outre l'organisation de campagnes de vaccination et de dépistage, les auteurs de l'étude préconisent l'éducation du personnel de santé sur les méthodes de prévention et de protection, ainsi qu'une prise en charge, ne serait-ce que partielle par le ministère de la Santé du traitement du personnel infecté.

Les facteurs favorisant la propagation

Le faible niveau d'étude, la non sensibilisation ou la négligence des mesures de protection du personnel de santé peuvent justifier le taux élevé de la prévalence de l'affection dans le secteur.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

L'importante contribution de la médecine traditionnelle

La médecine traditionnelle africaine est un ensemble de savoirs, de connaissances, de pratiques, de techniques, de préparations et d'utilisations des substances végétales, animales et/ou minérales, qui servent à diagnostiquer, prévenir et/ou éliminer un déséquilibre physique, mental ou social. Utilisée pour traiter plusieurs maux, la thérapie varie en fonction de l'affection. Pour l'hépatite, nombre de plantes participent au traitement. Dans la zone équatoriale, une plante herbacée rampante ou grimpante sur les troncs d'arbre, de la famille des fabacées traditionnellement une décoction faite avec les parties aériennes de cette plante sert à traiter l'hépatite B et C (Kéita, 1995). De même, une autre de la famille des combrétacées est un hépatotrope qui est couramment utilisé en Afrique sub-saharienne contre la jaunisse et les hépatites. Dans le même sens, une autre variété de plante de la famille des euphorbiacées a des activités anti hépatotoxiques. Elle est utilisée en pharmacopée africaine pour le traitement de la jaunisse et des troubles hépatiques. Pour le cas spécifique du *Desmodium adscendens* (Da), c'est en 1965 que le Dr. P. Tubéry, alors médecin coopérant au nord Cameroun recueille de la bouche d'un tradipraticien des informations concernant son usage contre les hépatites et son mode de préparation. Convaincu de l'efficacité de cette espèce, le Dr P. Tubéry l'introduisit en France et avec la collaboration de pharmaciens, mena des travaux afin de mieux cerner ses indications thérapeutiques, sa pharmacologie et sa composition chimique, ce qui conduisit à la production d'une formulation galénique reproduisant l'efficacité thérapeutique de la préparation traditionnelle.

Michel Tafou

Ils sont aussi considérés comme les voies de transmission du virus de l'hépatite B. Mais les voies sexuelle et sanguine sont les plus connues. S'il est étayé dans l'étude réalisée par le cabinet américain que le taux de prévalence de l'affection parmi les travailleurs de santé avoisine celui de la population générale, l'on ne saurait déduire avec certitude que c'est par les mêmes voies qu'ils auraient contacté la maladie car, d'autres moyens existent. Les médecins pensent que l'hépatite B se transmet aussi à travers de piqûres, avec des seringues contaminées, le partage de matériel chez les usagers de drogue, les piercings, les scarifications fait avec du matériel insuffisamment désinfecté. La contamination se fait aussi de la mère à l'enfant pendant l'accouchement ou l'allaitement dans des régions où la prévention de l'infection par vaccination chez les nouveau-nés n'est pas faite, de la personne infectée à son entourage proche, par l'intermédiaire des petites plaies ou d'objets de toilette piquants ou coupants.

La zone la plus touchée. Au regard des ces facteurs, l'on peut facilement comprendre pourquoi le taux de prévalence de l'affection est aussi élevé dans la région de l'Extrême-Nord. En fait, c'est une zone où les pratiques comme la scarification sont plus fréquentes, par conséquent, peuvent favoriser la prévalence. Certains évoquent aussi l'illettrisme comme facteur favorisant la transmission de la maladie car, «les travailleurs, avec un faible niveau d'études sont moins sensibilisés sur les mesures de protection et donc plus exposés», explique Yap Boum. A ces facteurs, le chercheur ajoute le fait que cette région est en conflit avec les agressions de Boko Haram, ce qui limite la couverture vaccinale, ainsi que l'accès aux services de santé et aux traitements. «La prévalence élevée dans le pays est alimentée par la transmission périnatale et infantile. De plus, le rôle important des injections dangereuses en dehors des établissements de soins de santé est une autre voie de transmission importante», ajoute-t-il.

Programme. Cependant, de nombreuses difficultés persistent quant à l'accès au traitement, vu que les coûts des examens restent encore



très élevés par rapport au niveau de vie du citoyen moyen. En 2017 par exemple, le coût du traitement mensuel de la maladie s'élevait à 228 000 francs Cfa. Jugeant la situation de l'hépatite B «préoccupante» Positive Generation appelle à la mise

en place, sans délais, d'un véritable programme avec un plan stratégique et des moyens conséquents. Le pays risque de subir la même chose qu'avec le Vih/Sida. «Dans les rapports de notre observatoire (Treatment Access Watch/TAW), nous avons mis en exergue le

fait que le manque de médicaments pour le personnel soignant qui est dans un environnement à risque du fait de son travail est une situation inadmissible», condamne Fogue Foguito, directeur exécutif.

Le gouvernement reste attentif

Les pouvoirs publics ont mis en place des mesures pour la prise en charge des patients.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Dans le but de redonner un espoir de vie aux personnes souffrant, le gouvernement met en place des moyens pouvant aider celles-ci à mieux prendre leur situation en main. Car, il est à souligner que l'ampleur des risques hépatiques représente un problème majeur pour la santé dans le monde avec près de 1,4 million de décès enregistrés chaque année. Cependant, pour tenter d'endiguer cette maladie au sein de la société camerounaise, certaines dispositions ont été prises par le gouvernement. Notamment la réduction en début d'année 2018 des coûts de médicaments qui se trouvent être une bonne initiative, surtout pour les familles à faible revenus. Pour les patients qui sont sous protocole hépatite B et D, la boîte d'interféron pégylé qui coûtait auparavant 57 000 francs Cfa, s'acquiert désormais à 50 000 francs Cfa, soit une réduction de 7 000 francs Cfa.

Prise en charge. La décision de baisse des tarifs des médicaments des hépatites virales par le gouvernement rentre dans le cadre de l'accélération de la prise en charge des patients. Ainsi,



dans le même ordre d'idée, pour ce qui est du respect de cette prise en charge, le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda, a interpellé les responsables des formations sanitaires et les pharmaciens impliqués dans la dispensation de ces produits à les appliquer avec affichage à l'appui afin que nul n'en ignore. En outre, dans le but d'assurer la santé des populations vivant sur un territoire donné, le gouvernement de chaque pays met en œuvre un ensemble de centre de prise en charge des malades en général. Au Cameroun par exemple, dans le cadre de cette pandémie qui gangrène la société, près d'une dizaine de centres œuvrent pour la prise en charge des personnes souffrant

d'hépatites virales. Ainsi dans la ville de Douala, on retrouve l'Hôpital général de Douala et l'Hôpital de Laquintinie. À Yaoundé, il existe le Centre hospitalier universitaire (Chu), l'Hôpital central de Yaoundé et bien d'autres centres. A cet effet, ces différents centres disposent des médicaments nécessaires aux personnes souffrant de cette maladie, mais aussi pour prévenir les maladies du foie. En principe, le vaccin contre l'hépatite B est aussi disponible dans différents centres. Il est administré aux personnes qui souhaitent prévenir la maladie. Lorsque ce vaccin est administré à la naissance (aux nourrissons), il peut prévenir plus de 95% des nouvelles infections qui entraînent plus tard le cancer du foie.

Dr Bernadette Taman Koung Lactouock

«Il faut former et recycler le personnel de santé»

Médecin généraliste et prescripteur AntiRetroViraux (Arv), elle éclaire sur les raisons du taux élevé de prévalence du virus de l'hépatite B chez le personnel médical, et les potentielles mesures à adopter pour y remédier.

Propos recueillis par Rosine Elong

Pourquoi le taux de prévalence de l'hépatite virale B est-il élevé parmi le personnel de santé ?

Au Cameroun, l'Organisation non gouvernementale (Ong), Médecin sans frontière, en collaboration avec le ministère de la Santé (Minsanté), a mené une enquête en 2016 auprès de 2000 employés de 16 hôpitaux régionaux. Il en ressort qu'un employé sur douze est atteint du virus de l'hépatite B (Vhb). Quand on parle de personnel de santé, ce sont : les médecins, les infirmiers, les laborantins, les brancardiers, etc. Le personnel médical et paramédical est souvent en contact direct avec le sang des malades et d'autres liquides organiques. Le contact avec ces liquides représente, après les rapports sexuels non protégés, l'une des



principales voies de transmission du Vhb. L'autre raison c'est que, très peu de personnels de santé sont vaccinés contre l'Vhb. Sur dix personnes n'ayant pas l'Vhb,

une seule est vaccinée, et les neuf autres ne le sont pas. Donc en résumé, il y'a le contact avec les liquides organiques souillés par le virus, et le fait que les

personnes saines ne soient pas vaccinées. Ce sont les deux principales raisons de cette prévalence élevée.

Est-ce que le contact du personnel infecté avec les patients peut présenter un danger ?

Bien évidemment, cela peut présenter un danger, et présente même effectivement un danger pour les autres malades des centres de santé en contact avec le personnel infecté. Ceci parce qu'un accident peut très vite arriver pendant qu'on fait des soins à un malade qui peut ne pas être porteur de l'hépatite virale B, que ce soit pendant le transport par les brancardiers, ou encore au laboratoire, quand il faut faire des prélèvements, ou lors des manipulations de ces prélèvements, ou même en salle lorsqu'il faut administrer les soins tels que les injections, etc.

Qu'est ce qu'il y a lieu de faire pour réduire la contamination auprès du personnel de santé ?

À mon humble avis, en premier, il faut former, recycler ces personnels, leur apprendre ou leur rappeler les bonnes manières, notamment : comment est-ce qu'ils doivent se protéger pendant qu'ils prennent soin des malades, pour éviter de propager leurs propres microbes, ou alors éviter de se faire contaminer par les patients. Et surtout, il faut faire dépister tous les personnels de la santé et leur famille (l'idéal serait de faire dépister toute la population), et de faire vacciner tous ceux qui sont négatifs et qui ne sont pas vaccinés. Pour cela, je pense qu'il faudrait que les chefs de service, les dirigeants de toutes les structures sanitaires puissent s'imprégner de façon à encourager leur personnel à se faire dépister gratuitement, et mettre à leur disposition des vaccins ainsi que des traitements gratuits. Alors, on pourra réduire la propagation de la contamination du personnel de santé. Surtout n'oublions pas que le Vhb est cent fois plus contagieux que le Vih. C'est quelque chose qu'il faut toujours avoir en tête.

Les partenaires de lutte

Dans Médecine et Santé Tropicales, Vol. 25, N° 4, l'on apprend que le service de maladies infectieuses et tropicales du Centre hospitalier de Rodez(France) a effectué une opération de lutte contre l'hépatite B en zone rurale à l'Extrême-nord. Une expérience de quatre années (2011-2015) de lutte contre la transmission du virus de l'hépatite B en zone rurale de l'Extrême-nord du Cameroun, qui a consisté en la prévention de la transmission mère-enfant, au dépistage de la maladie avant transfusion de sang, au dépistage des co-infections Vih-Virus de l'hépatite B, et à la protection du personnel soignant, a montré que la prévalence au sein d'une population rurale de l'Extrême-nord est de 18,2 % parmi les femmes enceintes, de 16,9 % parmi les candidats au don du sang et de 14,4 % parmi les personnes vivants avec le Vih. Pour lutter contre la transmission de l'hépatite B, l'Organisation mondiale de la Santé (Oms) recommande de faire le vaccin à la naissance pour mettre fin à la chaîne de transmission. L'institution onusienne indique à travers ses recherches que dans leur grande majorité, les gens n'ont pas accès aux dépistages et aux traitements pouvant sauver leur vie. «Il existe des vaccins et des médicaments pour la combattre et l'Oms s'est engagée à veiller à ce que ces outils couvrent tous ceux qui en ont besoin» a déclaré le Dr Margaret Chan, directeur général. Dans son opération de baisse des coûts des médicaments, le ministère de la Santé publique a signé des partenariats avec les firmes pharmaceutiques internationales, notamment la firme américaine Gilead en janvier.

Mamie Tinguetin (stagiaire)

Des discours à la réalité

Malgré la mobilisation nationale apparente contre la stigmatisation des hépatiques, il est écœurant de constater que ces deux phénomènes progressent.

Annette Mindjié (stagiaire)

Le regard de la société à l'endroit des personnes vivant avec l'hépatite B demeure péjoratif, malgré l'amélioration de leur état de santé grâce au traitement antiviral. Les personnes malades ou porteuses du virus de l'hépatite B sont encore considérées comme potentiellement dangereuses pour la société, car susceptibles de propager la maladie. On a souvent tendance à présenter la stigmatisation comme étant seulement une affaire de personnes ignorantes qui condamnent ceux qui vivent avec la maladie. Malheureusement ce phénomène demeure une réalité même en milieu hospitalier où le malade est censé être rassuré. Il arrive parfois que l'infirmier, l'aide-soignant ou le médecin refusent de prendre en charge des personnes infectées. Et dans la plus part des cas, la peur de la contagion a souvent justifié la méfiance à l'égard des malades et leur rejet. Pourtant l'Assemblée générale des Nations



unies estime que: «L'opprobre, le silence, la discrimination, la dénégation ainsi que l'absence de confidentialité compromettent les efforts de prévention, de soins et de traitement et aggravent les effets de l'épidémie sur les individus.» Etre atteint de l'hépatite B reste extrêmement lourd pour le malade du point de vue médical mais surtout sociétal car, l'on est toujours mal accepté par ses proches, la communauté à laquelle on appartient et par la société de manière globale. Les conséquences qui s'en suivent sur ces personnes dont la santé mentale ne

semble préoccuper personne sont, l'isolement, l'abandon, la perte de l'estime de soi et dépression. Alors qu'il est dit que la guérison est d'abord psychologique, les efforts sont majoritairement focalisés sur l'impact du virus de l'hépatite sur leurs corps. Or aujourd'hui, il est connu qu'une personne porteuse de virus, sous traitement et avec une charge virale non considérablement réduite est considérée comme non infectieuse. Il s'avère que cette dernière, bénéficiant d'un traitement est beaucoup moins «dangereuse» pour la société que celle qui ignore son statut.

ART MUSICAL

La Sonacam examine les dossiers d'adhésion

La commission d'identification des admissions et de la classification s'est réunie, le 7 novembre à Yaoundé, au siège de la structure.

Joseph Makon

La société camerounaise de l'art musical (Sonacam) passe à la troisième phase des multiples activités qu'elle mène depuis sa création. L'étape actuelle consiste à examiner tous les dossiers - plus de deux mille adhésions enregistrées - déposés par les artistes, les classer par catégorie selon le répertoire et les albums sur le marché avant l'entrée en scène de la commission de répartition. La Commission d'identification des admissions et de la classification (Ciac), dont l'artiste Manga Lucky est le président, siège dans le but d'assainir le fichier des artistes camerounais. Il s'est agi pour la Ciac, de procéder au comptage du nombre exact d'artistes déjà enregistrés afin de les identifier. «La commission dont j'ai la charge de conduire procèdera à l'identification des artistes, car on ne sait qui est qui dans notre milieu. Il faudra donc qu'on fasse le toilettage de tout le fichier des artistes sans parti pris», a signalé Manga Lucky.

Par la suite, la Ciac passera au scanner toutes les déclarations des différents répertoires des artistes afin d'en extirper ceux des artistes véreux dont l'objectif est de gonfler pompeusement les titres et albums mis sur le marché. La commission Manga Lucky, constituée de Sam Fan Thomas par ailleurs président du conseil d'administration de la Sonacam, Beti Joseph, Alpha Bary, Chinda Ambrose, Andy Manyaka, Dah



Valex, Yves Akamba, Félix Etame, Bob Dann, voudrait prouver à tous ceux qui continuent d'être sceptiques quant à l'effectivité de l'existence et du travail sur le terrain de la Sonacam, qu'elle mène ces actions pour que les artistes puissent vivre du fruit de leurs efforts. D'ailleurs, l'intégration au sein de cette commission d'un représentant de la musique urbaine rentre dans l'actif de cette volonté d'impulser un souffle nouveau au sein de la nouvelle société du droit d'auteur. La présence du jeune chanteur Thiery Kamdem, alias Josty,

marque donc cette volonté de fédérer avec toutes les corporations d'artistes musiciens. Josty devra donc démontrer aux artistes de Rap ou R'B que la Sonacam est la maison de tous les artistes musiciens.

Objectifs. Les artistes camerounais bénéficieront alors de la traçabilité et d'une lisibilité dans le fichier (en cours de réalisation) au soir de ces assises afin d'éviter tout grincement de dents, encore moins de frustrations. «L'artiste, c'est son répertoire, c'est les entrées

que génèrent ses œuvres. Il n'y a rien de plus gênant que de se produire et de ne pas bénéficier par la suite du fruit de sa sueur. L'objectif pour nous, membres de cette commission, c'est de batailler pour que les artistes retrouvent le sourire», a martelé Ambrose Chinda, membre de la commission d'identification des admissions et de la classification à la Sonacam. L'équipe que dirige l'artiste chevronné Sam Fan Thomas, voudrait implémenter sa marque en se démarquant de tous les tripatouillages et frustrations qu'ont subies les artistes par le passé avec les anciennes sociétés de droit d'auteur. Raison pour laquelle en prônant la solidarité et la paix, l'auteur de la chanson «African typic collection», dans une discrétion mais efficace, voudrait s'inscrire dans la lignée des révolutionnaires dans la catégorie B Art musical.

En rappel, les portes de la Sonacam restent grandement ouvertes à tous les artistes sans aucune distinction de sexe, d'appartenance religieuse ou ethnique. Les frais d'adhésion s'élèvent à 10 000 francs Cfa qui s'accompagnent des fiches que l'on aura pris soin de remplir. L'enregistrement des œuvres répertoriées quant à lui, se fait selon le nombre de chansons (titres) contenues dans chaque album (1000 francs Cfa par chanson). L'adhésion se fait une fois et pour une durée indéterminée.

NGONDO 2018

Le peuple Sawa célèbre l'unité nationale

Au cours du grand festival traditionnel et culturel qui s'est ouvert le 02 novembre à Douala, la communauté a également promu le vivre-ensemble.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Sous le thème «Moto mo mboa pô», autrement dit «Une personne, un peuple», le terme de cette édition 2018 est prévu pour le 2 décembre prochain. Dans le cadre de cet événement, de nombreuses missions sont assignées à sa majesté Madiba Songue, président du Ngondo, appelé à susciter le sourire des fils et filles Sawa. La raison d'être de ce sourire chez les jeunes est que leurs ancêtres ont prédit une année d'abondance et de bonne récolte en leur faveur. Ainsi, Madiba Songue tout au long de ce festival aura pour objectif primaire, de susciter l'intérêt des jeunes pour le Ngondo, afin de faciliter leur initiation à la tradition Sawa. Pour ce faire, il a créé des commissions de dot et de veuvage pour les filles et femme Sawa, tout en mettant en place une politique de protection de leur environnement et des richesses dudit peuple. En effet, d'après les gardiens de la tradition, réunis en Août, le message transmis par les ancêtres était un appel à la cohésion entre les peuples, au pardon mutuel, à la loyauté, et une invitation aux gouvernants à rester fidèles aux volontés des ancêtres. Il faut aussi noter que le thème soumis à cet événement tire ses origines du message des



ancêtres transmis aux chefs Sawa le 03 décembre 2017 sur les berges du Wouri. Pour revenir à sa définition, le Ngondo est considéré comme une fête traditionnelle et culturelle antique de la tribu douala et grand Sawa (Littoral), qui a pour objectif de réunir les peuples côtiers, une fois tous les douze mois, en célébrant une grande fête rituelle animée par les hauts dirigeants des différents cantons.

Climat sociologique. Par ailleurs, il faut préciser que ce message provenant des ancêtres survient à un moment crucial de l'histoire du Cameroun. Notamment, le climat sociopolitique camerounais actuel, perturbé par les revendications de toutes sortes, la tenue des propos haineux et tribaux qui menacent l'unité nationale du peuple camerounais. Une unité fragilisée par une crise dite

anglophone, née des manifestations et récupérées par des terroristes. En plus de cela s'ajoute des leaders des partis d'opposition qui, à un moment donné, ont occasionné des revendications postélectorales. À cet effet, pour barrer la voie aux pratiques attentatoires qui bouleversent l'unité nationale, le festival Ngondo 2018 se présente comme une occasion idoine pour l'assemblée des chefs Sawa de promouvoir le vivre ensemble. En outre, le festival Ngondo connaîtra désormais à chaque célébration, une nouvelle figure qui a marqué l'histoire du Cameroun, ceci dans le but de valoriser les héros nationaux. Pour cette édition, c'est un fils de la région du Centre en la personne de Belobo qui va rendre hommage au révérend pasteur Adolphe Lotin Same, un héros national qui, jusqu'aujourd'hui, reste une figure emblématique de la lutte contre la suprématie Occidentale au Cameroun. C'est une nouvelle rubrique qui va s'inscrire dans le registre du Ngondo 2018. Toutefois, les anciennes activités ont été maintenues, entre autres l'élection miss Ngondo, la foire, le concours culinaire, la lutte traditionnelle.

GADO-BADZERE

Du charbon écologique produit par des réfugiées

D'origine centrafricaine, elles recyclent des déchets végétaux pour en faire des briquettes, dans ce camp situé dans la région de l'Est Cameroun.

Carole Oyono
(stagiaire)

Avec la recrudescence du réchauffement climatique et l'avancée du désert dans les zones arides, elles ont décidé à leur façon, de contribuer à la lutte dans cette partie du pays. En vente, une production hebdomadaire de 300 kg, à raison de 200 francs Cfa le kilo ou 250 francs Cfa au-delà du site de production ; mieux, un sac de 30 kg à 6000 francs Cfa sur le site contre 7500 francs Cfa en dehors. D'après Fatou Ousmane, l'une des femmes, pour chaque sac de charbon vendu, elles reversent la moitié de la recette dans une caisse. Cet argent est destiné à l'achat de la biomasse, du carburant et à l'entretien des machines. L'autre moitié, elles se le partagent. Ainsi, grâce à la commercialisation de ce combustible, elles peuvent désormais s'occuper de leurs familles, puisque le Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr) a dû réduire l'aide alimentaire à eux destinée, à cause de l'insuffisance des fonds. Ce qui fait que, seuls les réfugiés les plus vulnérables en bénéficient.



Se servant de larges tamis, elles séchent leur charbon naturel sous le soleil. Un produit fait à base de la carbonisation des rafles séchées de manioc et de maïs entre autres. En effet, pour consolider les déchets obtenus, ces réfugiées centrafricaines utilisent de la bouillie de manioc. Elles en font un mélange puis passer le tout dans un moule qui leur donne la forme cylindrique.

Interviewées par une consœur dans le journal en ligne LEMONDE.FR, l'on apprend d'elles que ce charbon est résistant, non toxique. Et grâce à ce produit, elles n'ont plus besoin d'aller couper du bois en brousse pour leurs cuissons. Dans la même optique, l'on se souvient également, d'après l'avis d'un autre groupe de jeunes camerounais organisés autour d'une petite entreprise

appelée Kemit-ecology, sous la houlette du nommé Muller Tenkeu Nandou, le charbon biologique a deux gros avantages. De prime abord, il ne dégage pas de fumée noire, et donc évite d'endommager le dessous des marmites. De plus, il rejette deux fois moins de dioxyde de carbone (Co2) qu'un charbon classique, limitant ainsi l'impact sur la santé humaine et l'environnement. Il faut le souligner, ce travail est la résultante d'un partenariat entre le Hcr et l'Organisation non gouvernementale (Ong) Lutheran world federation. Un projet mis sur pied depuis 2015. A en croire Baseme Kulimushi, chef de la sous-délégation du Hcr à Bertoua, l'objectif est de réduire la dépendance des réfugiés au bois de chauffe. En réalité, la coupe de ce dernier n'étant pas réglementée, cela dégrade progressivement l'environnement. Et aujourd'hui, trois ans après le démarrage de ce projet, la coupe de bois a diminué de façon considérable dans la région.

Brèves

BANDJA

Des lampes solaires pour les élèves

Elles ont récemment été offertes par l'association Cap zone rural, œuvrant dans le cadre de la coopération entre le Cameroun et la Suède. L'objectif est d'aider les pouvoirs publics dans la consolidation de la performance scolaire. Il s'agit en effet des apprenants de la classe de Cm2, qui ont été des bénéficiaires. Par ailleurs, les enfants de cette école (constituée de deux groupes) située dans la localité de l'Ouest (département du Haut Nkam), ont également reçu des manuels scolaires pendant la cérémonie.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

9 élèves pris en flagrant délit

Ils appartiennent au lycée de Mimboman, un établissement scolaire à Yaoundé (région du Centre). Leurs âges varient entre 14 et 18 ans et sont en classes de troisième et seconde, apprend-on. Surpris par le gardien de l'école, en train de consommer du chanvre indien près de l'établissement, ils ont écopé chacun de deux semaines d'exclusion temporaire, avec en plus des corvées disciplinaires. En effet, le chef de la bande se procurait le stupéfiant au quartier et le donnait à ses complices pour commercialiser aux élèves.

LA CLIMATISATION

Un facteur du réchauffement climatique

Énergivore en électricité, le système contribue aussi à la croissance de cette catastrophe naturelle qui met la planète en danger.

C. O
(stagiaire)

Bien que coûteux, elle est en train de devenir la norme, surtout chez les personnes de frange aisée au Cameroun. Il n'est pas rare de la voir installée dans des voitures, des bureaux administratifs et privés, des restaurants, lorsqu'elle n'est pas tout simplement introduite dans des ménages. Surtout qu'en cette ère des changements climatiques, les saisons sèches peuvent durer plus longtemps que prévu et les chaleurs de plus en plus fortes. Ceci étant, toute personne cossue aimerait se faire plaisir, mieux, vivre dans un espace d'air frais conditionné. Pourtant, les systèmes de climatisation consomment énormément d'énergie. Cette dernière qui, pour être produite en quantité suffisante par le rejet d'air chaud à l'extérieur, contribue à augmenter le réchauffement climatique. De l'avis des spécialistes, les climatiseurs sont aussi énergivores que 25 à 50 réfrigérateurs. Associés aux ventilateurs, ils compteraient



pour un pourcentage important de l'électricité totale consommée dans les bâtiments. Des études n'étant pas encore faites pour le cas du Cameroun, l'on apprend pourtant qu'en Inde par exemple, la climatisation tend à mobiliser 45% de la production électrique.

Pire, le système émet des émissions de dioxyde de carbone (Co2), l'un des gaz responsables de l'effet de serre. Ce dernier est un processus naturel résultant de l'influence de l'atmosphère sur les différents flux thermiques contribuant aux températures

au sol d'une planète. En d'autres termes, c'est un mécanisme qui explique les températures observées à la surface de la terre. S'il n'est pas évident d'éviter l'installation des climatiseurs à cause des îlots de chaleur dans les villes et centres urbains, il y a lieu d'adopter si possible, un système plus doux. Cela permettrait du moins une consommation infime d'énergie. Une option prometteuse qui est d'ailleurs en train d'être implémentée en France, avec une incorporation annoncée en 2019 pour les bus de certaines collectivités territoriales décentralisées. Par ailleurs, les individus, pour contourner l'obligation de leur installation, pourraient adopter de bonnes pratiques comme aérer au bon moment, ou alors brasser efficacement l'air intérieur. Dans le même sillage, il est urgent, selon les chercheurs sur la question, de construire des bâtiments mieux adaptés aux conditions climatiques, pour retenir ou éloigner la chaleur.

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le projet Corsia au cœur d'un atelier régional

Il a fait l'objet d'une formation du 30 octobre au 1er novembre à Douala. Les participants venaient du Gabon, de la République démocratique du Congo, du Tchad et du Cameroun. En effet, au regard des initiatives non encore clairement définies par les différents États en la matière, il a été question pendant cet atelier, d'arrêter les actions relatives à ce dispositif mis en place par l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), pour lutter contre le réchauffement climatique.

CAN TOTAL CAMEROUN 2019

Bilan satisfaisant pour la mission de sécurité de la Caf-Fifa

Au terme de leur inspection, les 4 émissaires par la voix du chef de mission ont indiqué que le Cameroun est sur la bonne voie en ce qui concerne le volet sécurité.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

Brèves

OLYMPISME

Tout premier jeu paralympique africain en 2020

L'Afrique va organiser les premiers jeux paralympiques africains de l'histoire qui devrait se dérouler en 2020 soit quelques mois avant les jeux paralympiques de Tokyo qui auront lieu du 25 août au 6 septembre 2020. C'est la décision qui ressort du rapport adopté par les ministres de la Jeunesse et des Sports du continent réunis à Alger le 25 octobre à l'initiative de l'Union africaine. Et le Maroc a déjà affiché son désir d'abriter cette compétition à travers son ministre de la Jeunesse et des Sports qui va rencontrer dans les prochains jours le Comité paralympique à son siège à Luanda.

FINALE LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE AFRICAINE

Victoire très contesté d'Al Ahly 3-1 face à l'Espérance de Tunis

Al Ahly a pris une belle option pour le sacre en Ligue des Champions en dominant l'Espérance de Tunis à l'aller (3-1), vendredi. Une victoire polémique avec à l'origine les deux pénalités jugés inexistantes. L'arbitre syrien Jamal Al Sharif a déclaré « il y avait pas de faute sur l'action qui a ramené le premier pénalty d'Al Ahly ». Il est à noter que l'unique but de l'équipe tunisienne dans cette rencontre a également été marqué sur pénalty. La finale retour et prévu le vendredi 9 novembre 2018.

PRÉLIMINAIRES CHAMPION'S LEAGUE AFRICAINE

Gantel et Lobi stars, adversaires des Camerounais

Engagé dans un processus de recrutement des joueurs en vue de la préparation à la Champion's League africaine, Coton Sport de Garoua va affronter lors du tour préliminaire Gantel Football Club, champion de Gambie pour la saison 2017-2018. Ums de Loum son dauphin quant à lui va s'expliquer avec le Lobi Stars champions en titre du Nigéria. Le calendrier de cette phase prévoit les 27 et 28 novembre les matchs aller et du 4 au 5 décembre les confrontations retour.

Le chef de la délégation de la mission d'inspection de sécurité de la Confédération africaine de football et de la Fédération internationale de Football et Association (Fifa), le Nigérien Djibrilla Hima Hamidou a exprimé vendredi la satisfaction des experts « devant la forte mobilisation en matière de sécurité au Cameroun en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 ». Dressant le bilan d'une semaine au Cameroun devant la presse, la délégation composée de 4 personnes dont le Nigerian Emeruwa Christian, le Français Serges Dumortier et du général rwandais Jean-Bosco Kazura ont pu « apprécier partout une forte mobilisation des forces de sécurité et de tous les acteurs de la sécurité au Cameroun. » L'occasion a également été de donner des conseils sur certains aspects pour lesquels elle a « constaté des lacunes ». Et



au chef de mission de conclure : « le Cameroun est sur la bonne voie, et nous avons reçu des assurances que les manquements seront vite rattrapés. » Après avoir visité les infrastructures sportives,

hôtelières et aéroportuaires et assisté à des réunions de restitution avec les comités des différents sites, les émissaires se sont entretenus au début de leur mission (le 30 octobre) avec le ministre des Sports et de

l'Éducation Physique, président du Cocan, le ministre de l'Administration territoriale, président de la commission de sécurité du Cocan, le Délégué général à la Sûreté Nationale président de la commission interministérielle de sécurisation de la Can total Cameroun 2019, et avec ministre Délégué à la présidence chargé de la Défense qui ont tous assuré que le Cameroun sera prêt sur le plan sécuritaire. Après la dernière escale à Douala, la mission s'est achevée chez le premier ministre. Plus concrètement a-t-on appris de Prospective Nouvelle, le Cameroun va pour cette grand-messe du football continental déployer des milliers de stadiers volontaires, caméras de surveillance, avions et hélicoptères de l'armée de l'air et du matériel militaire à la pointe. 6000 policiers et gendarmes seront également mobilisés lors de la Can.

VOLLEYBALL

Vanessa Agbor Tabi va jouer pour le Cameroun

Dans un processus de refondation et de rajeunissement de l'équipe nationale, la Fédération camerounaise de Volleyball a convaincu celle qui a évolué en équipe B de l'Allemagne d'arborer les couleurs de la nation de son père.

M. T
(stagiaire)

De père Camerounais et de mère Allemande, Vanessa Agbor Tabi évolue au Rote Raben Vilsbiburg Bayern, club de première division allemande de volleyball. Née en Allemagne, la volleyeuse sera, apprend-on des sources proches du dossier aux côtés des championnes d'Afrique en titre dès le mois de mai 2019. A 20 ans l'attaquante-réceptionniste de 1,81m avait encore le choix entre son pays d'origine et son pays d'adoption, bien qu'ayant évolué en 2015 en sélection B allemande. L'athlète a également pris part au championnat du monde U-18, et récemment participé en 2018 à la ligue des nations de volleyball dames. Avant de rejoindre le Rote Raben Vilsbiburg Bayern cette année, la future Lionne indomptable du volleyball a été sociétaire de Berliner VV, Vc Olympia Berlin, Sg Rotation



Prenzlauer et a connu sa toute première sélection chez les U-15 en 2014. Le recrutement de la volleyeuse s'inscrit dans le cadre de l'opération de refondation de l'équipe nationale et la détection de

nouveaux talents engagé par la Fédération camerounaise de Volleyball (Fecavolley). En effet, cette dernière a mis en œuvre la stratégie pour une révolution de la discipline au Cameroun. « Nous travaillons suivant une approche de

projet avec les pouvoirs publics et même parfois les parents. En ce qui concerne les enfants cadets de moins de 17 ans, nous avons pu mettre sur pieds une imbrication entre les divers acteurs qui s'occupent du volley-ball, et je crois que c'est cela qui fonde l'ensemble des résultats actuels. Si nous continuons ainsi, le volleyball sera métamorphosé dans les années qui suivent », avait expliqué Serge Abouem, président de la Fecavolley. Se fondant sur cette approche projet, la fédération a également procédé à des castings en début d'année au niveau national de jeunes talents pouvant fournir des résultats à long terme. « Nous sommes partis d'un projet de plus de 5 ans et les enfants que vous avez vu jouer à l'âge de 17 ans ont pour la plupart 4 à 5 ans de volleyball », a confié Serge Abouem au Poste national.



MASTER DÉLOCALISÉ À YAOUNDÉ

ADRESSÉ AUX RESSORTISSANTS DES PAYS DE LA CEMAC ET DE IAI
(Bénin ; Burkina-Faso ; Cameroun ; Congo ; Cote-d'Ivoire ; Gabon, Niger ;
RCA ; Sénégal ; Tchad ; Togo, Guinée Equatoriale ; RDC)

**MASTER FRANÇAIS
DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE
(ESIREM)
PROGRAMME ADAPTE AUX TRAVAILLEURS**

**Master Informatique, spécialité :
« Sécurité des Systèmes Numériques »**

Date limite de dépôt de dossiers : *Judi 1er Novembre 2018 à 15 heures*

Diplôme exigé : *Au moins Bac + 3 en informatique ou en Télécom*

Lieux de dépôt de dossiers : *Siège IAI-Cameroun ou Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)*

Heures de cours adaptées aux travailleurs : *Les cours auront lieu du mardi au vendredi de 16h30 à 20h30 et le samedi de 08h00 à 14h00. Le lundi sera journée libre.*

Préinscription : *190 000F CFA*

Scolarité annuelle : *2 250 000F CFA*



Bureau Information Agence Elig Essono (Près Immeuble Jaco)

Tél. +237 657 517 519 / 677 924 889

IFTIC-SUP

B.P.33 384 Yaoundé, Awaé-escalier avant le Collège Père Monti
Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889 /
677 744 291 / 690 723 436
Agence d'Elig Essono après Imb. Jaco : Tél. : +237 657 517 519
Site web : www.iftic-sup.net e-mail : contact@iftic-sup.net

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkam
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm